

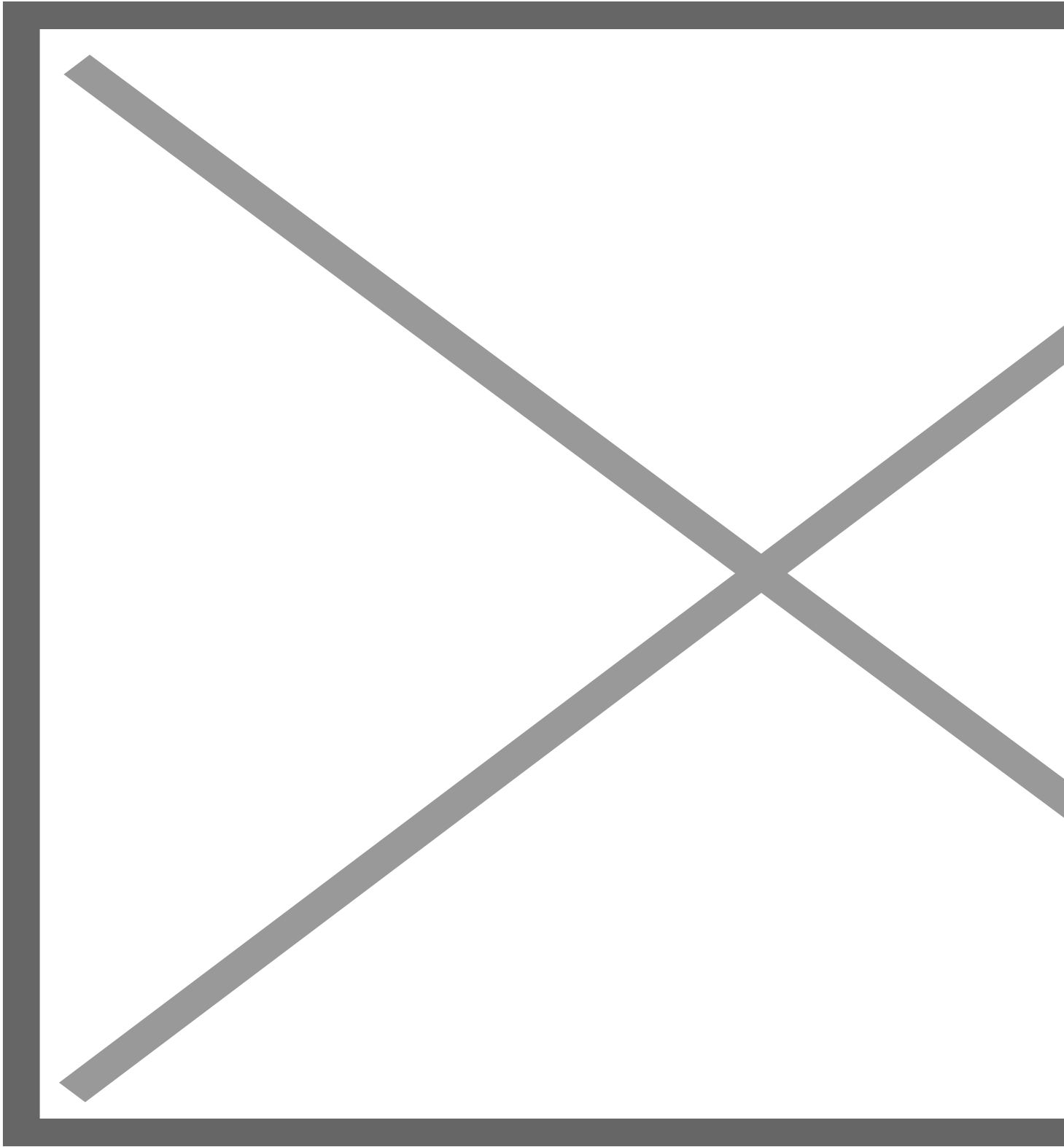
District de Felakoro (Faranah) : la détresse d'une localité en manque de salles de classe adéquates pour la formation des enfants

8 mai 2026 à 12h 22 - [ALPHA OUMAR BALDÉ](#)

Situé à environ plus de 140 kilomètres du chef-lieu de la préfecture de Faranah, le district de Felakoro relève de la sous-préfecture de Bambaya. Depuis plusieurs années, les enfants en âge d'aller à l'école partaient étudier dans les localités environnantes, faute d'infrastructures scolaires pour un apprentissage digne de ce nom.

Il y a sept ans, les habitants ont pris la décision de construire une école en banco, composée de deux salles de classe, afin d'accueillir les enfants du village. Un contributeur de la plateforme en ligne idimijam.com a effectué une immersion dans cette localité. Il s'est rendu dans l'école située à environ 500 mètres de la sortie du village, qui compte près de 750 habitants. Sur place, élèves et enseignants vivent un véritable calvaire.

Il est 11h30 lorsque nous arrivons dans cette école. De loin, nous apercevons un mât, entouré de cailloux, au milieu duquel est planté un fer surmonté d'un drapeau aux couleurs rouge, jaune et vert. L'établissement est composé de deux salles construites en briques de terre battue, dont une est vide en raison de l'absence du second maître, actuellement indisponible pour cause de mariage.

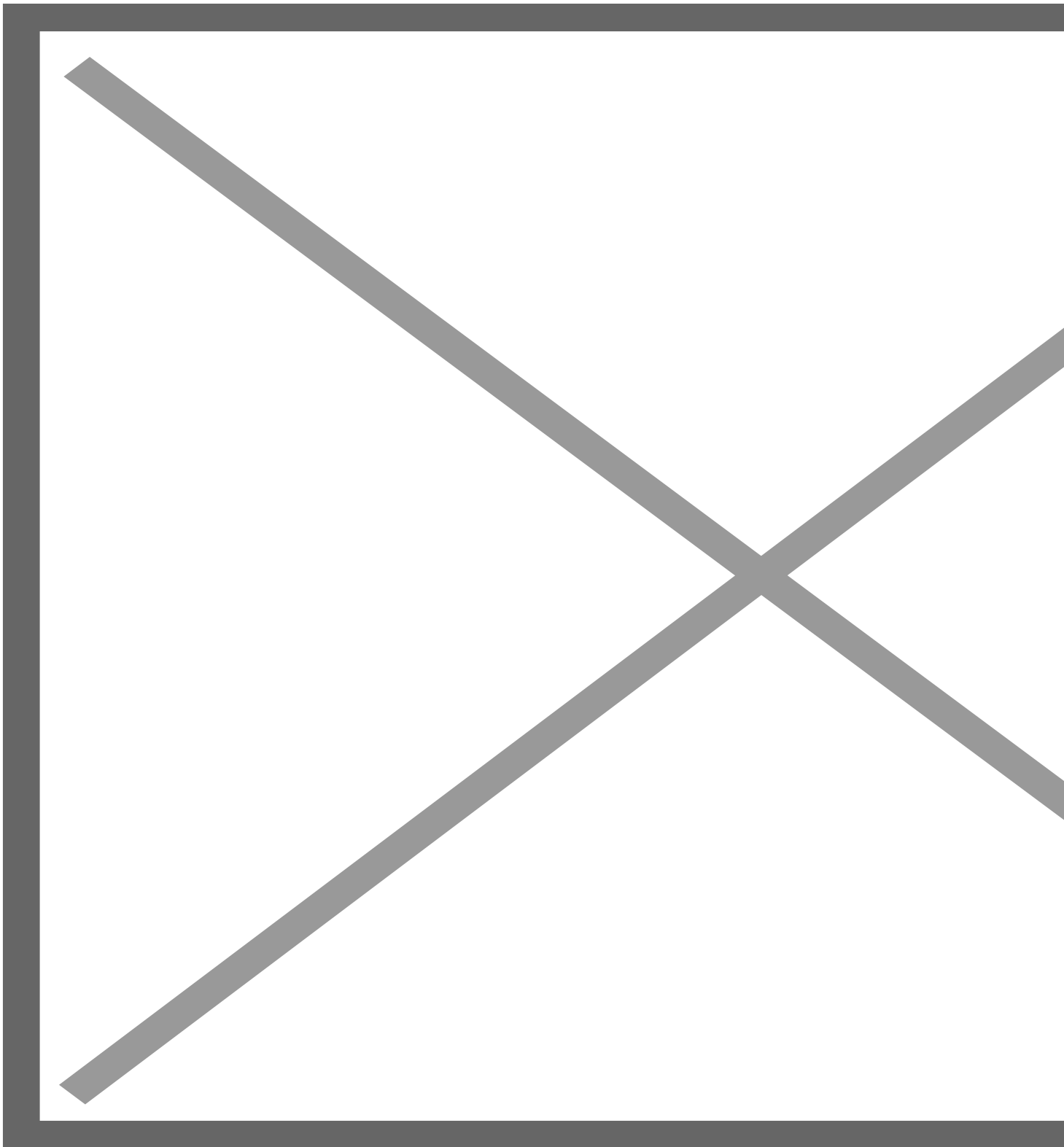


Les 38 élèves présents sont assis à trois sur des tables-bancs. Tous vêtus d'uniformes mille carreaux pour les filles et kaki pour les garçons, ces élèves suivent le maître qui explique un problème de calcul.

Une chaleur étouffante règne dans la salle, d'à peine quatre mètres carrés, sous un soleil de plomb qui frappe la toiture en tôle, produisant un bruit assourdissant. La seule aération provient des fenêtres dépourvues de volets et de quelques ouvertures aménagées dans les murs pour laisser entrer l'air.

Le tableau et le sol sont les seules parties ayant bénéficié d'une couche de ciment. La véranda, quant à elle, est soutenue par des piliers en bois.

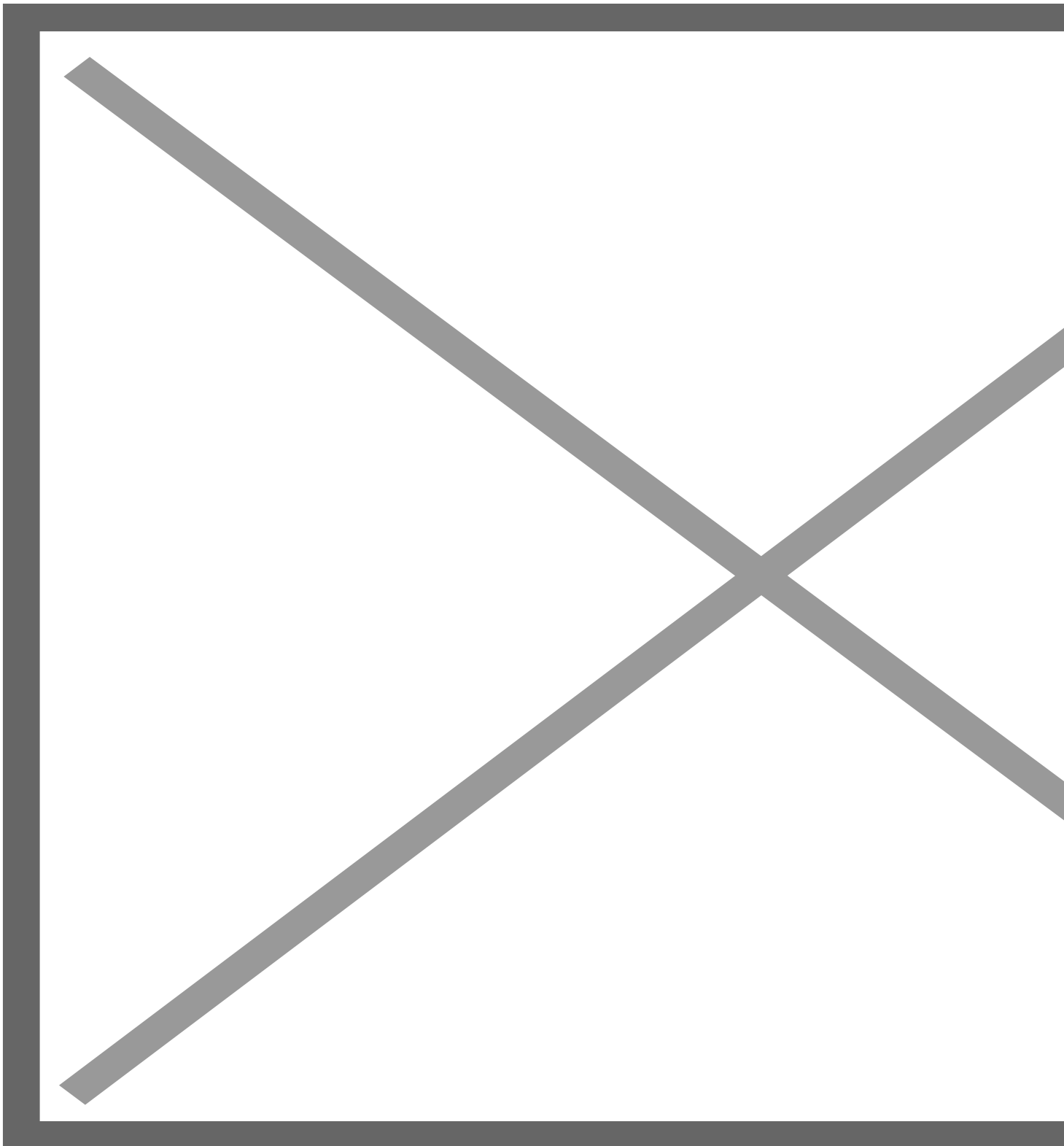
Dans cette classe où nous sommes accueillis, les élèves de CP1 sont associés à ceux de CE1 pour la circonstance. L'enseignant, âgé d'une cinquantaine d'années, en est à sa septième année dans cette école. Installé dans un coin de la classe, son « bureau » se résume à une table sur laquelle sont posés des cahiers, des livres et des boîtes de craie et une chaise.



Originaire de la localité, il exerce en tant que contractuel communautaire, sans bénéficier de soutien (financier) de la part des autorités éducatives de sa juridiction. Son unique rémunération provient de la contribution des villageois, essentiellement en nature, notamment du riz. « *L'effectif actuel est de 51 élèves dont 19 filles pour deux classes à savoir : le CP1 (1ère Année) compte 24 élèves dont 12 filles et le CE1 (3ème Année) 14 élèves dont 7 filles. Nous avons formé sept promotions à date. Pour le CM2 (6ème Année), ils vont dans la sous-préfecture dont nous relevons qu'à Kissidougou afin de faire l'examen du certificat*

d'études élémentaires (CEE) », souligne Bakary Camara, enseignant.

Pour que cette école de fortune voie le jour, son implication a été déterminante en 2019. En l'absence d'école, tous les enfants du village étaient contraints de migrer vers les localités environnantes, notamment Faranah ou Kissidougou. Il a alors été décidé que chaque villageois contribuerait, principalement en fournissant du riz. *« J'étais à Conakry, où j'évoluais dans des écoles privées. Après la mort de l'un de mes fils, j'ai décidé de revenir définitivement au village. Quand nous avons vu que nos enfants souffraient pour aller étudier, nous avons pris l'initiative de construire deux classes. Tout le village a été mis en contribution. Chacun a contribué en nature. Nous avons obtenu quatorze sacs de riz de 100 kilos. C'est ce que nous avons vendu pour acheter des feuilles de tôle. Pour les briques, nous avons conjugué les efforts ensemble pour leur confection. Comme j'enseignais à Conakry, je me suis engagé à aider les enfants. En ce moment j'évoluais en multigrade avec eux comme j'étais seul »,* explique cet enseignant.



Depuis le protocole d'accord actant la prise en charge des enseignants contractuels communaux par le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation signé le 26 octobre 2023, Bakary Camara a mené des démarches mais il n'a pas eu satisfaction. Il fait partie de ceux qui n'ont pas encore été pris en charge. Il n'a aucun salaire mais continue à servir sa communauté. Cette année, il a décidé de ne rien prendre avec les parents d'élèves. « *Je lutte encore pour que ma situation soit régularisée. Je bénéficie de quelques opportunités à travers la DSEE* »

comme renforcer mes compétences dans la gestion d'une classe multigrade, la surveillance pendant les examens nationaux. Notre communauté n'a pas les moyens et avoir de l'argent avec les gens ici est très difficile. C'est pourquoi je suis payé en nature (le riz). Cette année j'ai demandé à ce qu'ils ne paient pas. Je fais ce sacrifice pour cette fois ci. Depuis novembre 2025, un enseignant a été muté ici pour me seconder. Il s'occupe du CEI présentement », confie-t-il.

Avant de quitter cet enseignant et ses élèves à l'après-midi d'une journée ensoleillée, il a exprimé le souhait de voir ces classes de fortune remplacées par d'autres plus modernes dans les années à venir pour éviter la migration scolaire de leurs enfants. Cela entraîne une baisse de niveau pour certains et d'autres par manque de soutien finissent par abandonner au profit des métiers.

District de Felakoro (Faranah) : la détresse d'une localité en manque de salles de classe adéquates pour la formation

Dans cette zone située à une quarantaine de kilomètres de Kissidougou et éloignée de Faranah, plusieurs localités environnantes manquent d'écoles, comme à Kodondou et dans certains districts de Kobikoro. Celles qui existent sont souvent des constructions de fortune en banco, généralement limitées à deux classes. Les écoles modernes sont rares et souffrent d'un manque d'enseignants. Les plus anciennes, comme celle du district de Yarawadou, sont vétustes.

À l'instar des infrastructures scolaires, l'accès à l'eau potable fait également défaut pour ces populations, majoritairement kissi, qui vivent en grande partie de l'agriculture et de l'élevage.

Mohamed Diawara